

La Hongrie et l'ONU

à travers des recherches d'archives

Dr Gusztáv D. Kecskes.

Mon projet de recherche intitulé *La Hongrie et l'ONU de 1945 à nos jours* s'intègre aux projets de l'Institut des Sciences historiques de l'Académie hongroise des Sciences ayant pour but d'une part de clarifier le rôle de l'ex-bloc soviétique dans la politique mondiale, d'autre part de présenter l'histoire de la Hongrie sous l'occupation soviétique par une série des recueils de sources thématiques.¹ Je suis maintenant en phase du dépouillement des sources. Dans mon intervention, je définis d'abord le sujet, l'apport supposé et les buts des recherches. Je présente ensuite les antécédents, les méthodes employées et les premiers résultats des recherches d'archives en Hongrie, aux États-Unis et en Suède.

Le but de mes recherches est la mise à jour de l'activité de la Hongrie à l'Organisation des Nations unies, de l'évolution historique de son rôle et de sa place de 1945 à 1990, puis jusqu'à présent. Dans cette optique, a) je souhaiterais collecter et expliquer des faits documentant le point de vue officiel du gouvernement hongrois concernant l'ONU, tout en intégrant les résultats en fonction des changements de la politique internationale survenus depuis 1945, et du système de la politique étrangère hongroise. b) J'envisage l'étude des décisions touchant la Hongrie émanant du Secrétariat, de Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU et d'autres sections de l'organisation mondiale. c) J'ai l'intention de présenter le mécanisme de la prise de décision de la politique étrangère hongroise à propos des affaires « onusiennes », notamment le rôle joué par le Ministère des Affaires étrangères et des organes centraux compétents du Parti socialiste ouvrier hongrois ; les concertations avec l'Union soviétique, avec les autres pays socialistes, et même avec certains pays occidentaux, dont la France et, après l'effondrement du système communiste en

¹ *Magyarország története a szovjet megszállás és a rendszerváltás időszakában (1945-1994)* [L'histoire de la Hongrie sous l'occupation soviétique et à l'époque du changement du système (1945-1994)], sous la direction de Ferenc GLATZ (directeur de ISHAHS), en collaboration avec Lajos GECSÉNYI (directeur général des Archives nationales hongroises), financé par Le programme de recherche national stratégique du Centre de Recherche sociale de l'Académie hongroise des Sciences.

Europe centrale et orientale, avec les nouveaux partenaires. d) J'analyserai l'activité du gouvernement hongrois déployée à l'ONU : ses buts, ses rôles dans la réalisation des objectifs du bloc soviétique, ses méthodes de faire valoir ses intérêts, l'efficacité de sa politique, ses contacts avec divers groupements d'États, en particulier les pays du Tiers Monde. Je voudrais enfin percevoir l'évolution de l'importance de l'ONU pour la politique étrangère hongroise au cours des décennies. Pour conclure mon travail, je souhaiterais publier une monographie et un recueil de sources.

En ce qui concerne l'origine du choix du thème, c'est au cours de mes recherches en vue de préparer ma thèse de doctorat intitulée *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*² que j'ai remarqué l'importance de l'ONU sur le plan international dans les concertations formelles et informelles. Les documents que j'ai eu l'occasion d'étudier dans les Archives du Ministère des Affaires étrangères français, présentaient non seulement le comportement de la diplomatie française à propos de l'affaire hongroise, mais ils illustraient bien comment la France consultait avec ses partenaires. Dans les Archives de l'OTAN et dans les Archives du Ministère des Affaires étrangères du Royaume de Belgique à Bruxelles, j'ai trouvé de nombreuses références à la coordination de la politique à suivre à l'ONU des États-membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. J'ai participé aux recherches ayant pour but de mettre à découvert la biographie de Povl Bang-Jensen, alors employé de l'ONU, secrétaire du Comité d'investigation sur l'affaire de la révolution hongroise. Ce projet m'a donné l'occasion d'étudier les matériaux hongrois abondants sur la cause hongroise à l'ONU, ayant été à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de 1956 à 1962. Ces papiers provenaient du Ministère des Affaires étrangères hongrois et ceux du Parti socialiste ouvrier hongrois dont certains organes centraux s'occupaient également des questions internationales. En 2001, sur la demande du Centre de recherche sur l'histoire de la Guerre froide (Budapest), en collaboration avec *Parallel History Project on NATO and Warsaw Pact*, en collectant des documents sur l'histoire du Pacte de Varsovie aux Archives nationales hongroises, j'ai repéré des consultations régulières des ministres-adjoints des Affaires étrangères du bloc socialiste sur la politique commune menée aux Nations unies.

L'historiographie sur les relations entre l'ONU et la Hongrie est si réduite que l'utilisation des sources primaires, c'est-à-dire des documents d'archives inédits et des entrevues avec des témoins, est indispensable. Dans un souci d'objectivité, je confronte

² *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, thèse de doctorat sous la direction de Mária Ormos et Élisabeth du Réau, Sorbonne Nouvelle Paris III – Pécsi Tudományegyetem [Université de Pécs], 3 volumes, Paris, 2003, 749 p. (manuscrit)

plusieurs types de sources (documents d'archives, presse, interviews) et des archives de nombreuses institutions en Hongrie, aux États-Unis, en Belgique et en Suède (les documents diplomatiques hongrois, ceux du Parti, les documents officiels de l'ONU, les archives du Secrétariat de l'ONU, les sources publiées par les grandes puissances et les dossiers des Archives de l'OTAN).

Lors de mes recherches en Hongrie, j'ai pris connaissance des papiers du gouvernement et du Parti conservés aux Archives nationales hongroises. C'était le Ministère des Affaires étrangères, notamment son Département chargé des affaires des organisations internationales, qui organisait et dirigeait les actions de la Hongrie concernant l'ONU.³ On y a rédigé les directives relatives aux activités des représentants hongrois aux diverses instances de l'ONU. Les rapports et procès-verbaux sur « les consultations amicales » des pays socialistes avant le commencement des sessions de l'Assemblée générale, aux niveaux différents (chefs des départements compétents des MAE, adjoints-ministres etc.), les consultations bilatérales entre les ministères et, sur place, entre les délégations à New York, à Genève ou ailleurs, les papiers documentant les relations de la représentation hongroise avec le Secrétariat de l'ONU, les rapports réguliers sur l'avancement des sessions de l'Assemblée générale et des rapports de synthèse sur les travaux de chaque session permettent de constituer une image détaillée et nuancée sur la politique étrangère hongroise à l'organisation mondiale. Toutefois les décisions stratégiques et touchant les nominations importantes – s'appuyant sur les propositions professionnelles du Ministère des Affaires étrangères – ont été prises aux réunions des organes centraux du « Parti » (de 1948 à 1956 : Parti des travailleurs hongrois, de 1956 à 1989 : Parti socialiste ouvrier hongrois), en particulier au Bureau politique. Ainsi la participation de la Hongrie aux travaux de telle ou telle organisation spécialisée (UNESCO, FAO, WHO etc.) dans les années 1950, ou l'adhésion à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international au début des années 1980 y ont été longuement traitées. La suppression de « la question hongroise » – inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale suite à l'écrasement de la révolution hongroise par l'Armée soviétique – était l'un des objectifs internationaux principaux jusqu'à décembre 1962. Les projets de visite des secrétaires généraux et des hauts fonctionnaires des Nations unies retenaient également l'attention des dirigeants hongrois. Les matériels de préparation et les procès-verbaux sur les négociations au sein du Bureau politique sont également consultables aux Archives

³ Archives nationales hongroises (Budapest) : fond du Ministère des Affaires étrangères (XIX-J-1-j) en deux parties : 1945–1964. Documents strictement confidentiels « Mélangés » ; 1965–1987. Documents strictement confidentiels en ordre annuel.

nationales. La direction du Parti s'efforçait de suivre les grandes lignes de l'évolution de l'ONU et approuvait les positions « hongroises » représentées dans les instances onusiennes. La mise en lumière des dossiers documentant l'activité du service secret hongrois – espionnage et contre-espionnage – paraît révélatrice pour comprendre le fonctionnement réel des représentations des pays socialistes à l'organisation mondiale et les activités de leurs employés internationaux au sein des administrations. Les rapports des agents hongrois, leurs correspondances avec leurs supérieurs et le centre, ainsi que les documents relatifs à leurs affiliations sont conservés aux Archives historiques des services de sécurité d'État à Budapest. La tâche des « services hongrois » était, outre la collecte des informations confidentielles, l'observation des autres diplomates hongrois. J'ai recueilli les documents officiels publics de l'ONU concernant la Hongrie à la bibliothèque dépositaire des publications de l'ONU de la Bibliothèque du Parlement hongrois⁴.

Les sources d'origine étrangère les plus précieuses et volumineuses concernant les relations entre l'ONU et la Hongrie, notamment les documents internes du Secrétariat de l'ONU, sont conservées dans les archives à New York. En juin – août 2004, avec une bourse du gouvernement hongrois⁵, j'ai collecté des documents dans les Archives de l'ONU (*United Nations – Archives and Records Management Section*), au Département des manuscrits de la Bibliothèque de l'Université Columbia (*Buttler Library, Rare Book and Manuscript Library*) et à la Bibliothèque de l'ONU (*Hammar skjöld Library*).

Dans les Archives de l'ONU, j'avais l'intention de recueillir, outre les documents concernant directement la Hongrie, les analyses du Secrétariat touchant les pays ex-satellites européens de l'URSS et les relations Est-Ouest. Quant aux rapports entre les deux blocs, les études approfondies mensuelles, se référant aux matériaux de presse, destinées au secrétaire général U Thant sont particulièrement intéressantes (série de 1965 à 1970). Il paraît que ces rapports ont été rédigés sous l'influence des conseillers soviétiques et occidentaux à la fois. Parmi les documents s'occupant des ex-États satellites de l'URSS, trois pièces se sont montrées très significatives. Il s'agit des études, datant probablement de 1957, en tout 108

⁴ Les annuaires de l'ONU et de ses organisations spécialisées de 1946/1947 à 1990 (p. ex. Yearbook of the United Nations). Publications utiles : Encyclopedia of the UN ; Index to proceedings of the General Assembly ; Index to proceedings of the Security Council ; Nations Unies, Assemblée générale, Séances plénières, Comptes rendus sténographiques des séances, New York ; Nations Unies, Assemblée générale, Résolutions adoptées par l'Assemblée générale, New York ; Nations unies. L'Assemblée générale. Documents officiels : Onzième session. Supplément N° 18 (A/3592), Rapport du Comité spécial pour la question de Hongrie, New York, 1957 ; Nations Unies, Conseil de Sécurité, Documents officiels, New York ; Nations unies, Conseil de Sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de Sécurité, New York ; The History of the United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRRA), vol. 2, New York, 1950 (XIV. Hungary).

⁵ Bourse d'État hongrois nommée Eötvös pour 2 mois.

pages. Le titre de la première est « Les développements politiques dans les pays d'Europe orientale après la réévaluation du rôle de Staline par Khrouchtchev », celui de la deuxième : « La Pologne après la déstalinisation », enfin la troisième porte sur « La Hongrie après la déstalinisation ». Les rapports sur les événements tchécoslovaques de 1968 peuvent également susciter l'intérêt.

Au sujet de la Hongrie, les Archives de l'ONU contiennent une documentation détaillée sur la situation des personnes déplacées d'origine hongroise qui se trouvaient en Autriche et en Allemagne après la seconde Guerre Mondiale, ainsi que sur la mission UNRRA – Organisation des Nations unies pour le secours et le relèvement – de 1946-1947 en Hongrie. Dans ce dernier corpus, les rapports secrets périodiques analysant les changements de la politique intérieure de la Hongrie sont très significatifs. Le 4 février 1946, le Comité central de UNRRA a décidé de venir en aide à la population hongroise pour 4 millions de dollars. La distribution d'une quantité importante de secours – provisions, articles d'hygiène et vêtements – a grandement bougé l'administration centrale hongroise. Dans la collection de 10 cartons, les lettres de remerciement et les dessins, envoyés en masse par les orphelins ont également été conservés. L'Assemblée générale s'est occupée plusieurs fois de la Hongrie même avant son admission dans l'ONU en 1955. Ainsi en 1949, la Bolivie a demandé à l'Assemblée générale d'examiner les conditions de la procédure judiciaire contre József MINDSZENTY, archevêque d'Esztergom. Le prince primat de Hongrie avait été arrêté par les autorités communistes hongroises le 26 décembre 1947. L'Australie a également soumis une requête, à propos des procès contre certains membres de haut clergé, en proposant l'examen de la situation des droits de l'homme en Hongrie et en Bulgarie. Après la fusion de ces deux propositions, le Secrétariat a élaboré plusieurs synthèses récapitulatives sur la documentation de cette affaire.

La majeure partie des matériaux concernant la Hongrie est en relation avec le traitement de la question de la révolution hongroise à l'ONU, datant de 1956 à 1963. Dans cette période, pour l'organisation mondiale, la Hongrie paraît un foyer de crise dont outre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'ONU, plusieurs comités d'investigation et organisations spécialisées (FAO, WHO, Office de Haut-Commissaire pour les réfugiés, UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance, UNESCO etc.) ont été saisis. Il est nouveau que j'avais la possibilité de connaître non seulement les documents officiels publics issus de ces institutions, mais le processus de l'élaboration de ces documents et les plans pour les utiliser. Les analyses sur la révolution hongroise et, après son dénouement tragique, l'installation du gouvernement KÁDÁR sont singulièrement importantes. Les documents à

propos de la préparation et de la réalisation de la visite du secrétaire général U Thant à Budapest en 1963 apportent également des éléments d'information très intéressants. Après 1963, la collection est devenue à nouveau sporadique : on peut trouver des documents sur les relations du Secrétariat de l'ONU avec le gouvernement hongrois de l'époque de U THANT et de Kurt WALDHEIM, secrétaires généraux, ainsi que sur l'attitude très active de la Hongrie au sujet de la guerre de Vietnam. Par exemple, c'était le représentant de la Hongrie qui, en octobre 1970, avait déposé les rapports et les annexes photographiques, préparés par le gouvernement du Vietnam du Nord, auprès du secrétaire général pour qu'il les fasse circuler comme documents officiels de l'ONU. La documentation sur l'activité des observateurs hongrois dans les guerres de Vietnam et d'Irak-Iran est également consultable.

Au Département des manuscrits de la Bibliothèque de l'Université Columbia (*Buttler Library, Rare Book and Manuscript Library*), dans la collection d'Andrew Cordier, ex-secrétaire général assistant, il y a 4 cartons de documents sur le traitement de la question hongroise à l'ONU, surtout sur les travaux du Comité de Cinq, formé par l'Assemblée générale en janvier 1957 pour examiner les causes et le déroulement de la révolution.

Une partie des papiers de Dag Hammarskjöld, secrétaire générale de l'ONU (1953-1961), d'origine suédoise a été transportée, après son décès, à Stockholm. Pour compléter mes recherches à New York, en avril 2005, j'ai étudié une documentation d'environ 2000 pages sur la Hongrie au département des manuscrits de la Bibliothèque Royale suédoise. J'ai trouvé par exemple un échange de télégrammes des 15 et 16 novembre 1956 entre Andrew Cordier, secrétaire général assistant et Dag Hammarskjöld, séjournant alors au Caire pour arranger les conséquences de l'affaire de Suez. En répondant à une initiative américaine qui proposait l'intervention intense du Secrétaire général pour arrêter des déportations en masse de Hongrois en Union soviétique, Hammarskjöld s'efforçait de se débarrasser de cette tâche. Il trouvait qu'une telle prise de position ne pouvait pas aider les Hongrois, mais aurait nui à ses négociations au Proche Orient.

J'envisage encore de collecter des documents provenant de l'Office européen de l'Organisation des Nations unies à Genève et de préparer les publications.

